

2024

**APPELS A
L'ACTION EN
MATIERE DE
SANTÉ MENTALE**

Appels à l'action lancés au gouvernement du Canada et au gouvernement de l'Ontario pour 2024 afin d'améliorer la santé mentale et d'augmenter les ressources et le soutien

Publié : 29 décembre 2023

Publié en ligne: 29 décembre 2023 via joshuamjbell.ca/2024appels.

Ce document est une propriété protégée au titre du droit d'auteur personnel. Toutes les demandes d'autorisation de reproduire une partie de ce document ou des images à des fins de reproduction commerciale doivent être adressées à Joshua Bell. La reproduction de ce document pour un usage personnel est autorisée.

Pour plus d'informations ou d'autorisations, contactez:

Joshua Bell

josh@joshuamjbell.ca

joshuamjbell.ca

Hamilton, Ontario, Canada

Citation suggérée : Bell, J. (29 décembre 2023). Appels à l'action 2024 en matière de santé mentale. Hamilton, Ontario. Récupéré de joshuamjbell.ca/2024appels.

Copyright © 2023 Joshua Bell. Tous droits réservés.

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les points de vue exprimés dans ce document d'appel à l'action sont les points de vue et opinions de Joshua Bell à travers son travail en tant que leader communautaire et défenseur de la santé mentale et ne sont pas liés, influencés par les points de vue ou contraints par un parti politique, fédéral ou organisme provincial ou tout autre groupe ou organisme. Les décisions et les appels à la défense formulés dans ce document ont été éclairés par une année (2023 et les années précédentes) de conversations avec des membres de la communauté partout en Ontario et au Canada et par la participation à des conférences/événements sur la santé mentale en 2023 ainsi que par des expériences personnelles et des avis. Les informations et recommandations sur la santé mentale qui s'y trouvent ne doivent pas être considérées comme un avis médical ou professionnel. Si vous traversez une crise de santé mentale, veuillez tendre la main et établir ce lien ou parler à une personne de confiance dans votre vie.

LIGNES D'ÉCOUTE EN CAS DE CRISE EN SANTÉ MENTALE

Votre santé mentale est importante. Si vous êtes en crise de santé mentale ou avez besoin de soutien, veuillez contacter une ligne de crise.

Si vous êtes en danger immédiat ou s'il s'agit d'une urgence immédiate, veuillez appeler le 9-1-1.

Ligne d'écoute téléphonique de l'Ontario (ConnexOntario)

Téléphone : 1-866-531-2600

Ligne canadienne de prévention du suicide

Téléphone : 988 Message : 988

Espoir de mieux-être des Premières Nations et des Inuits

Téléphone : 1-855-242-3310

Ligne jeunesse LGBT

Message : 647-694-4275 (disponible uniquement du dimanche au vendredi, de 16 h 00 HNE à 21 h 30 HNE)

Jeunesse, J'écoute

Téléphone : 1-800-668-6868 Message : CONNECTEZ-VOUS au 686868

Good2Talk Ontario

Téléphone : 1-866-925-5454 Message : GOOD2TALKON au 686868



2024
APPELS A
L'ACTION EN
MATIERE DE
SANTE
MENTALE

joshuamjbell.ca/2024appels

TABLE DES MATIÈRES

7 Bienvenue et aperçu

8 État actuel de la santé mentale au Canada et en Ontario

- Suicide et tendances suicidaires
- Crise des dépendances et des surdoses
- Jeunes et jeunes adultes
- Troubles de l'alimentation
- Santé mentale LGBTQ
- Coût économique et obstacles à l'accès aux soins

14 Progrès réalisés en 2023

- Progrès fédéraux
- Progrès provinciaux en Ontario
- Progrès par rapport aux appels à l'action en matière de santé mentale de 2023

18 Appels à l'action adressés au gouvernement du Canada

- Appel à l'action 1: Transfert canadien en matière de santé mentale
- Appel à l'action 2: Stratégie nationale de prévention du suicide
- Appel à l'action 3: Poursuite du soutien et des investissements nationaux au titre du 988
- Appel à l'action 4: Aide aux provinces et aux territoires face à la demande croissante d'accès aux soins de santé mentale

21 Appels à l'action adressés au gouvernement de l'Ontario

- Appel d'action 1 : Efforts accrus pour l'éducation en santé mentale
- Appel d'action 2 : Soutien à la santé mentale des étudiants et des campus
- Appel d'action 3 : Investissements dans les soins communautaires
- Appel d'action 4 : Soutien accru aux communautés rurales et du Nord
- Appel d'action 5 : Couverture universelle des soins de santé mentale

25 Références

BIENVENUE ET APERÇU

Les soins de santé mentale et l'accès aux soins sont un droit humain au même titre que l'accès aux soins en cas de blessure physique ou de handicap.

À mesure que les temps changent au Canada et que les défis auxquels de nombreux Canadiens sont confrontés évoluent, le soutien et les besoins en matière de services et de soins de santé mentale changeront également. Les formes de soins dispensées et l'état de ces systèmes doivent être réévalués et corrigés pour garantir que les personnes puissent recevoir les meilleurs soins dans les plus brefs délais.

Grâce à ce document intitulé Appels à l'action pour la santé mentale 2024 (ci-après appelés « Appels à l'action »), je m'efforcerais de souligner non seulement les progrès qui ont été réalisés au cours de la dernière année depuis la publication des Appels à l'action pour la santé mentale 2023 : Fédéral, mais décrira également des appels à l'action renouvelés et nouveaux pour le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario et leurs ministères et comités concernés afin de garantir que la santé mentale de chacun continue d'être considérée comme une priorité absolue.

Ces appels à l'action et ce document préparé dans le cadre de mon travail en tant que leader communautaire et défenseur de la santé mentale basé en Ontario sont conçus non seulement pour montrer le besoin continu et croissant de services et de soins de santé mentale au Canada, mais également pour conseiller et passer des appels. pour agir sur des sujets liés à la santé mentale et au bien-être afin d'assurer l'amélioration de la santé mentale de tous à travers le pays. Ces appels ont été éclairés par ce que, au cours d'une année (2023) de conversations avec des individus, des groupes, des organisations, des participations à des événements et des séances/panels de discussion, des expériences personnelles et plus encore de partout au Canada, je considère comme les domaines où les besoins sont les plus grands. d'action.

C'est pour ces appels que je plaiderai vigoureusement jusqu'en 2024, en plus des appels à l'action des années précédentes. Il s'agit d'objectifs et de recommandations adressés au gouvernement du Canada et au gouvernement de l'Ontario qui, une fois mis en œuvre, auront, je crois sincèrement, un impact sur les communautés et contribueront à améliorer la santé mentale de tous.



Joshua Bell

Responsable communautaire et défenseur de la santé mentale

ÉTAT ACTUEL DE LA SANTÉ MENTALE AU CANADA ET EN ONTARIO

La demande de services de santé mentale est là et elle est là pour rester. Partout au pays, au cours des dernières années, nous avons assisté à une augmentation de la demande de services liés aux soins de santé mentale, tout en constatant également une augmentation de l'anxiété, de la dépression, des troubles de l'alimentation, des comportements désordonnés liés à l'alimentation, etc. À mesure que les gens se tournent vers un monde en ligne, nous avons constaté les inconvénients et les effets que cela a eu sur la santé mentale des individus et sur l'isolement que cela provoque, y compris à la suite de la COVID-19. Le stress d'être pleinement de retour et impliqué dans nos vies et nos communautés commence seulement maintenant à se manifester après de longues périodes d'isolement pendant la pandémie.

La section et les sous-sections suivantes de ce document visent à mettre en évidence les défis actuels et l'état de la santé mentale à travers le Canada. Une fois rassemblées, ces sections donnent une image saisissante de la façon dont l'état de santé mentale des individus et notre système de soins à travers le pays s'en sortent, tout en soulignant les lacunes dans les soins et les ressources actuellement offerts.

Suicide et suicidabilité

Au Canada, chaque jour, en moyenne 12 personnes mettent fin à leurs jours par suicide [1]. En moyenne, environ 4 500 personnes [1] mettent fin à leurs jours chaque année, tandis que 200 autres tentatives sont effectuées quotidiennement [2]. Selon l'Association canadienne pour la prévention du suicide (CSAP), en 2015, plus de 3 396 000 Canadiens âgés de 12 ans ou plus avaient des pensées suicidaires ou un comportement suicidaire. L'impact que le suicide a eu sur la vie et la société canadienne ne s'arrête pas là avec l'individu puisque pour chaque suicide, des centaines de personnes sont directement et indirectement touchées par la décision, comme la famille, les amis, les collègues de travail et bien d'autres. Avec 7 à 10 personnes immédiatement touchées par la perte d'une personne par suicide [2], l'impact est immédiat et durable.

Selon un sondage publié par Jeunesse, J'écoute, 1 adolescent sur 5 au Canada a sérieusement envisagé le suicide comme moyen de mettre fin à ses jours [3]. Les idées suicidaires ont également augmenté à mesure que l'impact significatif de la pandémie de COVID-19 s'installe sur les gens. En 2019, les pensées suicidaires dans la population générale étaient de 2,7 %, ce chiffre a depuis fortement augmenté pour atteindre 4,2 % [4]. Parmi ces pensées, 12 % des personnes feront une tentative de suicide au moins une fois dans leur vie [1]

L'épidémie de suicide en santé publique se classe au 13^e rang des principales causes de décès chez les Canadiens en 2022, contre 11^e en 2020 [5]. Même si, globalement, la principale cause de décès par suicide a diminué, la principale cause de décès chez les jeunes âgés de 15 à 34 ans reste le suicide [6]. Cela reste encore plus inquiétant puisque les visites à l'hôpital pour les jeunes de moins de 18 ans tentant de se suicider ont augmenté de 22 % pendant la pandémie et que les taux mondiaux pour les jeunes ont augmenté de 8 % [7].

L'effet disproportionné de la mort par suicide et par automutilation sur les membres de la population canadienne, comme le taux de décès par suicide étant 3 fois plus élevé chez les hommes que chez les femmes, l'automutilation entraînant une hospitalisation plus élevée chez les femmes [1], et l'effet négligé du suicide dans les communautés autochtones et chez les jeunes à travers le Canada, les taux de suicide dans les communautés autochtones étant trois fois plus élevés que ceux des personnes non autochtones [8], et les taux de suicide plus élevés au travail des populations telles que les ouvriers du bâtiment, où les taux de suicide peuvent atteindre 52 % [9], se rassemblent toutes pour montrer le besoin urgent d'une action et d'un soutien (prévention, intervention, postvention) de la part de nos gouvernements et des systèmes de soutien communautaire pour répondre à ce problème public. épidémie de santé.

Ces statistiques ne sont pas que des chiffres sur papier et ne doivent pas non plus être réduites à cela. Il s'agit de vraies personnes de partout au Canada, dans de nombreuses communautés différentes, qui ont perdu la vie par suicide ou qui ont pensé au suicide et à l'automutilation. Ce sont des personnes actives dans leur vie personnelle, professionnelle et communautaire avec leur famille et leurs amis.

Le nombre de personnes qui se sont suicidées et qui ont pensé ou se sont infligé des actes d'automutilation mettent en évidence une crise de santé publique urgente liée au suicide qui devrait être à l'esprit de tous et qui nécessite une action urgente et un leadership de la part de tous.

Crise des dépendances et des surdoses

La crise de la toxicomanie et des surdoses est une crise de santé publique qui frappe le Canada et des centaines de nos communautés depuis de nombreuses années maintenant. Alors qu'environ 21 % de la population canadienne répond aux critères de dépendance au cours de sa vie [10], des actions claires et continues sont nécessaires dès maintenant pour garantir une réduction des méfaits, un traitement et une recherche accrues. Des soutiens supplémentaires qui aident à prévenir l'aggravation des problèmes de santé mentale et des dépendances, tels qu'un logement convenable et sûr, la sécurité alimentaire, la stabilité financière, etc., sont tous nécessaires.

Depuis janvier 2016, il y a eu environ 40 000 décès liés aux opioïdes et 39 000 hospitalisations supplémentaires liées aux opioïdes. Sur les près de 40 000 décès liés aux opioïdes, 3 sur 4 étaient des hommes [11]. L'approvisionnement en drogues extrêmement toxiques et imprévisibles, dont une grande partie est illégale, a posé un nouveau défi à cette crise, car les drogues continuent d'être mélangées à de grandes quantités de fentanyl et d'analogues du fentanyl. Depuis 2016, environ 80 % de tous les décès liés aux opioïdes présentaient des traces de fentanyl impliquées dans l'approvisionnement en drogue qui avait été consommé par l'individu auparavant [11].

Les communautés partout au Canada sont touchées par les conséquences des décès liés aux opioïdes, y compris certaines des communautés du Nord les plus peuplées de l'Ontario, où ces communautés avaient un taux de mortalité par surdose 3 fois supérieur à la moyenne provinciale de l'Ontario [12].

Avec 18 % des personnes répondant aux critères d'abus et/ou de dépendances liés à l'alcool [13], des actions sont également nécessaires pour garantir non seulement la réduction de la consommation et de l'abus de substances, mais également des dépendances liées à l'alcool.

Il ne s'agit pas seulement d'augmenter les ressources et le financement qui sont nécessaires pour aider à fournir les services et le soutien indispensables aux personnes aux prises avec une dépendance ou une consommation de substances, mais il s'agit également d'élargir les connaissances du public sur la consommation de substances et les dépendances qui fonctionneront. briser la stigmatisation et mettre un terme à la désinformation et à la désinformation croissante sur le sujet ces dernières années. Travailler à élargir la formation sur la façon de gérer les excès liés à l'utilisation de Naloxone (Narcan), élargir les ressources par l'intermédiaire de partenaires financés par la communauté pour les personnes toxicomanes ou dépendantes, et travailler pour garantir que les gens se sentent en sécurité et pris en charge à toutes les étapes de leur rétablissement.

Des mesures plus importantes sont également nécessaires pour lutter contre la nouvelle désinformation qui se propage au sujet de la crise actuelle des opioïdes au Canada et pour déterminer les meilleures façons de gérer cette question afin de garantir que les gens puissent se rétablir et ne continuent pas à souffrir.

Les systèmes de soutien doivent également être assurés et adaptés pour garantir que les gens disposent des ressources dont ils ont besoin pour garantir un logement stable, un soutien et des ressources communautaires, la sécurité alimentaire et autant de stabilité financière que possible dans ce monde en constante évolution.

Jeunes et jeunes adultes

La santé mentale et le bien-être des jeunes continuent de se détériorer à mesure que les problèmes modernes continuent de se manifester. Les changements continus dans le monde, combinés aux impacts continus des longues périodes d'isolement dues à la COVID-19, se sont tous combinés pour avoir un impact sur les jeunes et leur santé mentale. Les jeunes et les jeunes adultes de partout au pays ont plus que jamais besoin de soutien pour leur santé mentale et leur bien-être, avant qu'il ne soit trop tard.

En Ontario, 39 % des élèves du secondaire indiquent un niveau de détresse psychologique modéré à grave, comme l'anxiété et la dépression. À cela s'ajoutent 17 % d'entre eux qui indiquent un niveau de détresse psychologique important [14]. À Toronto, la plus grande ville du Canada, les visites de jeunes aux services d'urgence pour s'automutiler ont augmenté d'environ 30 % [21].

Dans le rapport sur la santé mentale sur les campus au Canada (2022), réalisé par la Communauté de pratique en santé mentale sur les campus de l'Association canadienne des services aux étudiants des collèges et universités (ACCUSS), il a été indiqué que 90 % des leaders étudiants signalent une fatigue due à la COVID-19 et plus de 80 % ont déclaré que l'isolement était lié à la dépression, à l'anxiété et à la solitude [15]. En plus de cela, environ un tiers des étudiants signalent davantage de problèmes liés à l'anxiété [16] et à des niveaux de dépression trop élevés qu'ils ont indiqué qu'ils ne sont pas capables de fonctionner pour les besoins de leurs études [17].

Les étudiants de certaines régions du pays, comme l'Alberta, ont indiqué un manque de soutien pour leur santé mentale, 71 % des étudiants de l'Alberta indiquant que « les services de santé mentale de leurs

établissements postsecondaires [font] défaut » [18]. En plus de cela, certains étudiants sont plus sujets à des problèmes ou à des défis liés à la santé mentale en raison d'un changement de culture, de langue ou de coutumes une fois qu'ils ont déménagé au Canada pour poursuivre leurs études en tant qu'étudiants internationaux [19].

L'accès à un soutien et à des ressources sur le campus ou à l'école est essentiel pour garantir la bonne santé mentale et le bien-être des étudiants à travers le pays. Cela comprend l'accès à des soutiens où les étudiants et les jeunes se sentent en sécurité, à l'aise et soutenus, tant aux niveaux postsecondaire et secondaire, qu'à l'extérieur de leur cadre scolaire.

Environ 70 % des troubles ou défis de santé mentale apparaissent dès les premiers stades de l'enfance ou de la jeunesse [20] et s'ils ne sont pas traités, ils ne pourraient que s'aggraver et devenir plus graves à mesure que l'enfant grandit. C'est pourquoi il est si important que ces questions soient abordées et soutenues dès les premières étapes et afin de veiller à ce que les jeunes aient accès au soutien et aux services dont ils ont besoin pour assurer leur santé mentale.

Étant donné que les jeunes âgés de 15 à 24 ans sont plus susceptibles de souffrir d'une maladie mentale et/ou de troubles liés à l'usage de substances que tout autre groupe d'âge au Canada [22], des mesures doivent être prises pour faire face à la crise de santé mentale des jeunes qui se développe partout dans le monde. pays et le manque d'accès aux services et aux soutiens.

Troubles de l'alimentation

Définis comme « des troubles du comportement, des pensées et des attitudes à l'égard de la nourriture, de l'alimentation, du poids ou de la forme du corps » [23], les troubles de l'alimentation ont actuellement l'un des taux de mortalité les plus élevés parmi tous les troubles de santé mentale et/ou maladie mentale, avec des estimations à environ 10 à 15 % [24]. Les troubles de l'alimentation sont complexes et nécessitent non seulement beaucoup de soutien de la part de leurs proches, mais également un niveau approprié de soins et de services de soutien externes de la part du système de santé.

Avec une culture de régimes, de prise de masse et de coupes, et une société qui met de plus en plus l'accent sur l'apparence des individus, les pressions que de nombreux jeunes et adultes peuvent ressentir peuvent contribuer au début ou à l'augmentation d'un régime alimentaire. ou les exposent à un risque de développer un trouble de l'alimentation. Alors qu'environ 90 % des personnes diagnostiquées avec un trouble de l'alimentation sont des femmes [25], les hommes ont tendance à rester plus longtemps sans diagnostic, voire sans diagnostic du tout [26].

Pendant la pandémie de COVID-19, le taux d'hospitalisation des filles âgées de 10 à 17 ans souffrant d'un trouble de l'alimentation a augmenté de près de 60 % [27], tandis que les admissions générales dans les programmes pour troubles de l'alimentation, comme à l'hôpital pour enfants McMaster de Hamilton, en Ontario, a atteint des niveaux sans précédent [28]. En outre, il a été constaté que les visites aux soins aigus pour troubles de l'alimentation ont augmenté de manière significative après le début de la pandémie en 2020, puis sont restées bien au-dessus des niveaux attendus au cours des 10 premiers mois de la pandémie [29].

Il est clair que si rien n'est fait pour prévenir les troubles de l'alimentation et limiter les facteurs de risque de troubles de l'alimentation, ces troubles ne feront que continuer à toucher des millions de personnes à travers le pays. Des mesures sont nécessaires pour prévenir les troubles de l'alimentation chez les jeunes et dans la population en général, ainsi que pour mettre fin à la stigmatisation entourant les troubles de l'alimentation et entamer une plus grande conversation sur la positivité corporelle.

Santé mentale LGBTQ

Les membres de la communauté LGBTQ continuent d'être des individus qui contribuent grandement à la société et dont l'impact se fait sentir dans nos communautés. Cependant, tant l'accès aux services de santé mentale que la santé mentale des membres de la communauté LGBTQ restent médiocres. Avec la montée de la haine ces dernières années et l'impact que cela a eu sur les membres de la communauté [30], il est maintenant plus important que jamais de veiller à ce que les membres LGBTQ de notre communauté se sentent en sécurité et entendus, et de veiller à ce que leur santé mentale soit respectée. La santé est soignée.

Des études montrent que les personnes LGBTQ courent environ deux fois plus de risques de développer un trouble de stress post-traumatique (également connu sous le nom de SSPT) par rapport à leurs pairs hétérosexuels [31] et qu'elles sont 2,5 fois plus susceptibles de développer un trouble de stress post-traumatique (également appelé SSPT). Plus susceptibles que leurs homologues hétérosexuels d'avoir tenté de se suicider [32], les jeunes étant 14 fois plus à risque de suicide et de toxicomanie que leurs pairs hétérosexuels [33].

Des études ont également montré que les personnes LGBTQ peuvent souffrir de taux plus élevés de dépression, d'anxiété, de troubles obsessionnels compulsifs et phobiques, de pensées et d'actions suicidaires telles que l'automutilation, ainsi que d'un niveau plus élevé de dépendance à l'alcool et aux drogues dans certains cas. , 35, 36].

Avec un grand nombre de Canadiens LGBTQ déclarant avoir eu des besoins non satisfaits en matière de soins de santé mentale et d'accès [37], et le stress de la pandémie de COVID-19 et, par la suite, des niveaux plus élevés d'anxiété et de consommation de substances par rapport aux pairs hétérosexuels au cours de la même période. Depuis le début de la pandémie [31], l'accès aux soins et les efforts de prévention de la consommation et de l'abus de substances n'ont jamais été aussi importants.

Les injustices passées, les années de manque de soutien et de stigmatisation sociale, ainsi que l'augmentation de la discrimination et des incidents motivés par la haine envers la communauté LGBTQ ont continué de contribuer à une santé mentale inférieure à la moyenne des Canadiens LGBTQ [33].

Coûts économiques et obstacles à l'accès aux soins

Selon le Centre de toxicomanie et de santé mentale (CAMH), le coût économique combiné pour l'économie canadienne en raison de la maladie mentale et des problèmes liés à la santé mentale s'élève à environ 50 milliards de dollars par année, auquel s'ajoutent un coût annuel supplémentaire d'environ 40 milliards de dollars en pertes économiques dues à la maladie mentale et aux problèmes liés à la santé mentale. à la consommation de substances et à la dépendance [38]. S'il a été prouvé qu'investir dans la

santé mentale et le bien-être au travail produit des résultats positifs, tant pour les travailleurs que pour les avantages économiques de l'entreprise, les personnes vivant avec une maladie mentale sont beaucoup moins susceptibles d'être employées et les taux de chômage peuvent atteindre 70 à 90 % pour les personnes souffrant de maladies mentales graves [38].

Il existe également un énorme obstacle à l'accès à des soins de santé mentale abordables et à l'accès aux services de santé mentale en général partout au Canada. Bien que les temps d'attente moyens pour accéder aux soins de santé mentale pour les enfants et les jeunes puissent être aussi bas que 67 à 92 jours, selon l'endroit, les temps d'attente pour accéder aux services de santé mentale peuvent parfois atteindre deux ans et demi [38].

L'accès aux services de santé mentale pour les jeunes scolarisés continue également de faire défaut et d'être en retard par rapport aux exigences nécessaires pour garantir une bonne santé mentale des élèves. Dans l'Enquête annuelle sur les écoles de l'Ontario 2022-2023, 46 % des écoles ont indiqué qu'elles n'avaient pas accès à des spécialistes en santé mentale ou à des infirmières en santé mentale, tandis que 45 % des écoles ont indiqué qu'elles ne disposaient que de spécialistes de garde ou d'infirmières de soutien en santé mentale pour les besoins des élèves. étudiants à accéder [39].

Alors que la demande de services de santé mentale a augmenté à travers le pays [40], une grande partie du pays est aux prises avec une pénurie d'infirmières, de psychologues et d'autres professionnels de la santé mentale qui fournissent un soutien vital aux personnes de leurs communautés [41]. Sans ce soutien et sans une augmentation du nombre de postes pourvus, les gens continueront à souffrir.

Les coûts des traitements de santé mentale pour les Canadiens continuent également de se présenter comme un obstacle aux soins. Avec le coût moyen d'une thérapie au Canada allant de 150 \$ à 250 \$ par séance horaire [42], la réalité est que la plupart des gens ne peuvent pas se permettre ces coûts élevés pour maintenir leur santé mentale.

Les temps d'attente continuent également de poser un problème croissant pour les personnes qui recherchent des ressources en santé mentale, tant dans leur communauté qu'en général. Des milliers de Canadiens continuent de devoir attendre des mois pour obtenir des services dans les secteurs public et privé [43] et près de 50 % des jeunes Canadiens déclarent avoir de la difficulté à accéder aux services [44]. En Ontario, les temps d'attente continuent de dépasser deux ans et demi, le temps d'attente moyen pour les services de santé mentale étant de 67 jours et pour un traitement plus intensif de 92 jours. Les périodes d'attente les plus longues se situent actuellement dans la région du Grand Toronto, certaines personnes devant attendre plus de 919 jours pour obtenir des services de santé mentale [45]. De plus, on estime que 200 000 jeunes n'ont actuellement aucun contact avec aucune forme de services de santé mentale dans leur communauté ou dans des réseaux plus larges [45].

Des mesures et une collaboration accrues sont nécessaires dans toutes les juridictions pour garantir un accès adéquat, abordable, accessible et positif aux soins de santé mentale pour tous. Un soutien est également nécessaire pour réduire le manque de professionnels de la santé mentale dans les communautés et garantir que chacun puisse accéder à une forme de soins dont il a besoin.

PROGRÈS RÉALISÉS EN 2023

2023 a été une année au cours de laquelle le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario ont réalisé des progrès dans l'amélioration de la santé mentale et du bien-être des individus tout en s'efforçant d'améliorer l'accès aux services et aux niveaux de soins, le soutien communautaire et de lutter contre la crise des surdoses partout dans le monde. le pays, et bien plus encore.

Cette section vise à donner un aperçu de certaines des mesures que le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Ontario ont prises au cours de 2023 pour améliorer la santé mentale des Canadiens. Notez qu'il ne s'agit pas d'une liste complète de tout ce qui a été fait ou proposé et ne contient que les annonces majeures, les progrès et les promesses clés du projet de loi.

Progrès fédéral

Le gouvernement fédéral a réalisé les progrès suivants concernant la crise de la consommation de substances et des surdoses [46] :

- Lancement de la Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances (SCDAS) renouvelée
- Lancement du Programme de prévention de la consommation de substances chez les jeunes dans le cadre du CDSS
- Réalisation et publication de sondages d'opinion sur ce que pensent les Canadiens et ce qu'ils savent de la décriminalisation des drogues.
- Publication et publication de données mises à jour sur les hospitalisations, les décès, les décès éventuellement liés, les visites médicales et aux urgences, les réponses des services d'urgence, les sites de consommation supervisée
- Rapports publiés sur les hospitalisations répétées pour méfaits liés aux substances au Canada, tendances des hospitalisations pour intoxications liées aux substances chez les femmes enceintes au Canada
- Nous avons continué à travailler pour réduire la stigmatisation en investissant dans des programmes tels que la campagne Soar Above Stigma, des réunions avec des partenaires communautaires et des services de police.
- Travail à l'élaboration d'un nouveau plan d'action et d'un document de politique décrivant les approches pratiques permettant aux écoles de prévenir les méfaits liés à la toxicomanie chez les jeunes.
- Investissement de plus de 3 millions de dollars sur 4 ans pour évaluer la mise en œuvre du programme et les impacts des projets pilotes d'approvisionnement plus sûr et pour évaluer les impacts sur la santé publique des sites de consommation supervisée (SCS) situés en Colombie-Britannique, dans les Prairies, en Ontario et au Québec-Atlantique.
- Accordé une exemption de 3 ans en vertu de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (LRCIDAS), afin que les adultes âgés de 18 ans et plus en Colombie-Britannique ne fassent pas l'objet d'accusations criminelles pour la possession d'un total allant jusqu'à 2,5 grammes de certaines drogues illégales pour usage personnel. entre le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2026

Le gouvernement fédéral a réalisé les progrès suivants dans la réduction du suicide au Canada [47, 50] :

- Mise à jour du cadre de prévention du suicide
- Nous avons lancé le nouveau 988 du Canada, un numéro national à trois chiffres pour la prévention du suicide et de la détresse émotionnelle accessible à tous partout au pays, tout en fournissant également 158,4 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2023-2024, à l'Agence de la santé publique du Canada pour soutenir le fonctionnement du 988

Le gouvernement fédéral a réalisé des progrès en réduisant les obstacles économiques et en améliorant l'accès aux soins en [46, 49] :

- Le budget de 2023 investit 200 milliards de dollars sur 10 ans, dont 46,2 milliards de dollars en nouveaux fonds pour les provinces et les territoires, pour améliorer les soins de santé des Canadiens.
- Fournir 650 millions de dollars en 2022-2023 pour soutenir des initiatives communautaires de bien-être mental fondées sur la culture et tenant compte des traumatismes.
- L'Énoncé économique de l'automne 2023 propose d'exonérer les services professionnels rendus par les psychothérapeutes et les thérapeutes-conseils des frais de TPS/TVH.
- Conclure des accords bilatéraux avec les provinces et les territoires prévoyant un financement supplémentaire de 25 milliards de dollars sur dix ans pour aider à élargir l'accès aux services de santé, à soutenir les travailleurs de la santé, à réduire les arriérés, à accroître le soutien en matière de santé mentale et de toxicomanie, à améliorer l'octroi de permis et la reconnaissance des titres de compétence, et moderniser les systèmes de santé

Le gouvernement fédéral a réalisé les progrès suivants dans la réduction des troubles de l'alimentation au Canada [48] :

- Investit 1,28 M\$ pour soutenir les jeunes souffrant de troubles de l'alimentation par l'intermédiaire de Eating Disorders Nova Scotia

Le gouvernement fédéral a également réalisé des progrès dans [51, 52, 53, 54, 55] :

- Investir près de 5 millions de dollars dans des normes nationales en matière de santé mentale et de consommation de substances pour les enfants, les jeunes et les jeunes adultes
- Annonce de 2,5 millions de dollars pour des projets visant à améliorer le soutien en matière de santé mentale pour les peuples autochtones
- Investir 21 millions de dollars pour soutenir les organismes communautaires qui contribuent à lutter contre les méfaits liés à la consommation de substances
- Investir 1,8 million de dollars à Hamilton pour aider à lutter contre les méfaits liés à la consommation de substances
- Investir 2,8 millions de dollars pour soutenir la santé mentale des personnes 2SLGBTQI+ partout au Canada

Progrès provinciaux réalisés en Ontario

Le gouvernement provincial de l'Ontario a réalisé les progrès suivants en matière de santé mentale des jeunes [56, 59, 61] :

- Mise en œuvre de la note de service politique/programme 169 décrivant les exigences pour les conseils scolaires et les autorités scolaires, ainsi que pour le Consortium Centre Jules-Léger, de fournir des services de promotion de la santé mentale, de prévention et d'intervention précoce adaptés à la culture et fondés sur des données probantes.
- Élargir les soins destinés aux jeunes dans les régions de l'Ontario grâce à l'expansion des carrefours de bien-être pour les jeunes
- Élargir le programme « One Stop Talk » reliant les jeunes à des conseils en santé mentale par téléphone, vidéo, SMS et chat

Le gouvernement provincial de l'Ontario a réalisé les progrès suivants en matière d'expansion et de soutien des services de santé mentale [57, 58, 60] :

- Travailler à l'expansion du programme ontarien de psychothérapie structurée (PSP)
- Soutenir les premiers intervenants souffrant de traumatismes liés au stress post-traumatique (PTSI) et d'autres troubles de santé mentale concomitants en faisant progresser les projets de centres médicaux grâce à un investissement de 9,6 millions de dollars pour accélérer le développement du projet en vue de son prochain cycle d'approbation.
- Fournir 425 millions de dollars supplémentaires sur trois ans pour soutenir les services de santé mentale et de toxicomanie, y compris une augmentation de 5 % du financement de base des fournisseurs de services communautaires de santé mentale et de toxicomanie financés par le ministère de la Santé.
- Lancement de Health811 pour aider à trouver des services tels que des centres de santé communautaire, un soutien en santé mentale ou une clinique sans rendez-vous à proximité du domicile des gens.

Progrès par rapport aux appels à l'action en matière de santé mentale de 2023

Dans les Appels à l'action en santé mentale de 2023 : Fédéral, six appels à l'action différents ont été lancés au gouvernement du Canada pour travailler à l'amélioration de la santé mentale des Canadiens, à l'accès aux services de santé mentale et à l'élimination de la stigmatisation, ainsi que des domaines d'intervention spécifiques pour les segments de la population comme les jeunes.

Tout au long de 2023, le gouvernement du Canada a réalisé des progrès sur certains de ces six appels à l'action et continue de travailler sur d'autres de manière continue.

En 2023, l'appel à l'action numéro 3 a été complété lorsque le gouvernement du Canada a annoncé et décidé de commencer à travailler à l'élaboration et à la refonte de la Stratégie nationale antidrogue pour le Canada, comme également mentionné ci-dessus dans les progrès fédéraux réalisés cette année. D'autres sous-éléments mentionnés dans l'appel à l'action numéro 3 ont également été mis en œuvre ou ont entamé une phase d'essai dans certaines provinces et territoires.

Le gouvernement du Canada a également pris des mesures en ce qui concerne l'appel d'action numéro 4, la création et la mise en œuvre ainsi que le financement continu de la ligne nationale 988 contre le suicide et la crise. Ce nouveau numéro vital, court et facile à retenir, permettra aux personnes en crise de bénéficier du soutien immédiat dont elles ont besoin au moment où elles pourraient être en crise. Les engagements de financement continus pour garantir le succès de ce chiffre et les partenariats continus avec différentes organisations nationales de santé mentale prouvent également l'engagement du gouvernement du Canada à réduire les taux de suicide partout au pays et à garantir que les gens puissent obtenir le soutien dont ils ont besoin.

Le gouvernement du Canada a également travaillé et continue de travailler sur d'autres appels à l'action lancés en 2023, tels que la santé mentale des jeunes, la santé mentale et le bien-être des membres de la communauté LGBTQ, ainsi que l'accès rapide et fiable aux soins de santé mentale. prestations de service.

APPELS À L'ACTION AU GOUVERNEMENT DU CANADA

Bien que de grands progrès aient été réalisés au cours de la dernière année pour garantir l'accès à de meilleurs services et réduire la stigmatisation liée à la santé mentale, notre gouvernement fédéral a un besoin urgent d'actions et de soutien supplémentaires pour assurer le bien-être et le soutien continus des Canadiens et de leurs personnes atteintes de troubles mentaux. santé.

Les appels à l'action suivants sont des appels qui ont été lancés à la suite des informations contenues dans les pages précédentes et du besoin urgent d'agir de la part du gouvernement fédéral pour améliorer la santé mentale des Canadiens partout dans le monde.

Les appels à l'action suivants sont des choses que, dans le cadre de mon travail de défenseur de la santé mentale, je rechercherai et défendrai tout au long de 2024, en plus des appels précédents, tout en continuant d'exhorter le gouvernement du Canada à examiner de plus près la situation mentale. santé des Canadiens en 2024.

Appel à l'action 1: Tenir la promesse et créer un transfert canadien en matière de santé mentale pleinement opérationnel

En 2021, à la suite des élections fédérales, le gouvernement fédéral s'est fixé un objectif public de mise en œuvre d'un Transfert canadien en matière de santé mentale, c'est-à-dire qu'un flux de financement dédié soit fourni aux provinces et aux territoires spécifiquement pour soutenir la santé mentale et les services de santé mentale.

En 2024, comme en 2023, je continue et appelle de toute urgence le gouvernement du Canada et les ministères et commissions concernés à tenir cette promesse faite et à consacrer le financement fédéral des soins de santé à ce nouveau Transfert canadien en matière de santé mentale (TCSM).

Le financement reçu par les provinces et les territoires dans le cadre de ce nouveau Transfert canadien en matière de santé mentale devrait :

- Être reçu en fonction des besoins continus de la province ou du territoire pour améliorer la santé mentale et les services et soins de santé mentale - mais pas moins de 11 % du budget de santé d'une province ou d'un territoire ;
- Être ajusté au taux d'inflation chaque année pour éviter des souffrances involontaires et garantir un financement adéquat chaque année ;
- Être révisé chaque année, tel que déterminé par l'exercice budgétaire fédéral, pour garantir que les fonds reçus par les provinces et les territoires répondent aux besoins de cette province ou territoire et de ses habitants ; et que les provinces et les territoires utilisent les fonds aux fins prévues ;
- Avoir un sous-ensemble de financement par l'intermédiaire du CMHT dédié au financement et au soutien des services communautaires et des programmes de soutien.

Appel à l'action 2: Créer et mettre en œuvre de toute urgence une stratégie nationale de prévention du suicide

Le Canada continue d'être le seul pays du G7 sans stratégie nationale de prévention du suicide - recourant plutôt à un cadre national avec des points de recommandation.

À partir de 2023 et jusqu'en 2024, j'appelle de toute urgence le gouvernement du Canada et les ministères et commissions concernés à agir pour créer et mettre en œuvre un système entièrement fonctionnel et financé stratégie nationale de prévention du suicide.

La Stratégie nationale de prévention du suicide devrait:

- Travailler à définir et à rendre obligatoires des systèmes inter-juridictionnels avec les homologues provinciaux et municipaux et les ministères de la Santé où les données et les dossiers sur les suicides/tentatives sont facilement accessibles et signalés;
- Soutenir et accroître la connaissance des environnements et des espaces qui favorisent un bien-être et une santé mentale sains et positifs - y compris des lieux tels que des centres communautaires, des cabinets de soins de santé et des lieux qui permettent aux individus de parler ouvertement de leur bien-être et de leur santé mentale dans leur vie quotidienne. et la communauté;
- Prendre en compte - sous la forme d'une section spécifique et à travers les contextes culturels et situationnels appropriés - les voix et les expériences vécues des communautés et des individus marginalisés tels que les membres de la communauté BIPOC, la communauté LGBTQ, et les voix des communautés autochtones afin de répondre les préoccupations et les besoins uniques en matière de prévention du suicide, de soutien à la prévention, de soutien aux survivants et de soutien à l'intervention nécessaires dans chacune de ces communautés;
- Améliorer les services cliniques et le soutien aux survivants, aux personnes susceptibles d'avoir des pensées suicidaires et aux personnes touchées par le suicide;
- Fournir des soutiens spécifiques dédiés au soutien communautaire avec la prévention, l'intervention, la postvention et le soutien des personnes qui ont été touchées par une perte par suicide.

La Stratégie nationale de prévention du suicide doit également favoriser une culture de dialogue et de conversations ouverts, œuvrer pour mettre fin à la stigmatisation associée à une mauvaise santé mentale et/ou au suicide et aux personnes qui recherchent du soutien, ainsi qu'œuvrer pour assurer une réduction du suicide et des tentatives de suicide. à travers le pays.

La Stratégie nationale de prévention du suicide devrait être revue et mise à jour sur une période de 3 à 5 ans afin de mettre en œuvre de nouvelles recherches dans le domaine, des données et d'autres informations importantes ainsi que d'éventuels efforts de prévention qui ne profiteraient qu'à la prévention du suicide au Canada tout en travaillant à améliorer la situation. supports disponibles.

Appel à l'action 3: Soutien et investissements nationaux continus au titre du 988

Le 30 novembre 2023, le gouvernement du Canada, en partenariat avec des organisations nationales de santé mentale, a mis en œuvre la Ligne nationale 988 contre le suicide et la crise, désormais opérationnelle. Cette ligne et le soutien immédiat qu'elle apportera à des millions de personnes ne

peuvent être sous-estimés.

Le gouvernement du Canada doit également déployer des efforts continus pour assurer une réduction du suicide en soutenant le fonctionnement continu de ce numéro et les services qu'il offre aux gens. Le National 988 doit rester accessible dans toutes les régions du pays et doit s'efforcer de fournir des soins de la manière la plus adaptée à la personne qui y accède. Cela inclut des considérations appropriées en matière d'environnement culturel et social, ainsi que la garantie que les gens se sentent en sécurité lorsqu'ils accèdent à un numéro sur lequel ils peuvent compter. D'autres considérations doivent également être prises pour garantir qu'il n'y a pas de barrière linguistique entre les individus et le numéro 988 ainsi que pour prendre soin de toutes les données ou informations fournies lors d'un appel ou d'une conversation par message.

La connaissance du public à propos de ce numéro est essentielle. Assurer une meilleure connaissance générale du public à propos de ce nouveau service garantira également un environnement plus sécuritaire pour nos communautés.

Appel à l'action 4: Aide aux provinces et aux territoires face à la demande croissante d'accès aux soins de santé mentale

De nombreuses provinces et territoires du Canada ont actuellement des difficultés avec leur système de santé et à maintenir suffisamment d'infirmières, de personnel de soutien aux soins de santé, de psychologues, etc. Le manque de personnel dans le système de santé a des effets néfastes sur la santé des gens et augmente encore davantage les temps d'attente. Dans certaines provinces, on constate même une tendance croissante à s'orienter vers un système de santé privé pour contribuer à réduire les temps d'attente et à accroître le soutien offert aux personnes.

En 2024, j'exhorte le gouvernement du Canada à répondre à la demande croissante dans nos systèmes de santé de services de santé mentale et de professionnels de la santé mentale, comme les psychologues et les travailleurs sociaux, ainsi qu'à l'impact économique que cela a sur les familles.

Une aide qui peut être fournie via :

- Travailler avec les provinces et les territoires pour réduire les blocages empêchant les travailleurs de la santé étrangers agréés, tels que les travailleurs sociaux et les psychologues, de travailler dans leur province ou territoire ;
- Réduire les blocages pour les travailleurs de la santé étrangers agréés qui souhaitent entrer et travailler au Canada, par exemple en augmentant le nombre de visas de travail délivrés actuellement aux travailleurs de la santé les plus nécessaires ;
- Investir et exhorte les provinces et les territoires à se concentrer sur la prestation de soins par le biais de soutiens, de programmes et de fournisseurs communautaires où les gens pourront accéder aux services plus rapidement et plus près de chez eux ;
- Travailler à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plafond sur le montant qui peut être facturé pour les services de santé mentale par les prestataires de soins privés à but lucratif à travers le pays.

APPELS À L'ACTION AU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO

Au cours de la dernière année, le gouvernement de l'Ontario s'est efforcé de fournir des soins et d'augmenter les services dans toute la province, particulièrement en ce qui concerne les jeunes et leur santé mentale. Bien que de grands progrès aient été réalisés au cours de la dernière année pour garantir l'accès à de meilleurs services et réduire la stigmatisation liée à la santé mentale, le gouvernement de l'Ontario a un besoin urgent et désespéré de davantage d'action et de soutien pour assurer le bien-être et le soutien continu de la population ontarienne. et leur santé mentale.

Les appels à l'action suivants sont des appels qui ont été lancés à la suite des informations contenues dans les pages précédentes et du besoin urgent d'agir de la part du gouvernement de l'Ontario pour améliorer la santé mentale des Ontariens.

Ces appels sont des mesures d'action que, dans le cadre de mon travail de défenseur de la santé mentale, je rechercherai et défendrai tout au long de 2024, alors que j'exhorte le gouvernement de l'Ontario à investir les ressources nécessaires dans le système de santé.

Appel à l'action 1: Des efforts accrus pour l'éducation en matière de santé mentale

Les connaissances du grand public sur les types de services de santé mentale, les formes de soins et les endroits où ils peuvent accéder à ces services font cruellement défaut.

En 2024, j'exhorte le gouvernement de l'Ontario à investir non seulement pour accroître la sensibilisation du public à la santé mentale et aux types de ressources disponibles, mais aussi à élargir et à investir dans des campagnes d'éducation publique par les moyens suivants :

- Partenariats avec des organisations de santé mentale et des municipalités nationales, provinciales et locales pour offrir au public des séances d'éducation et de connaissances sur la santé mentale, le bien-être et les ressources. Cela comprend la fourniture de ressources spécifiques et de séances axées sur les connaissances pour les zones présentant des taux plus élevés de mauvaise santé mentale ou un risque accru de problèmes liés à la santé mentale ;
- Travailler avec des écoles et différents établissements d'enseignement élargit les connaissances sur les différents troubles de santé mentale, sur la manière de prendre soin de votre bien-être et sur les ressources disponibles si vous avez besoin d'aide ;
- Rendre obligatoire et réviser le programme d'études provincial pour inclure des cours complets sur votre bien-être mental, comment prendre soin de votre santé mentale, quels services et ressources sont disponibles et la différence entre les différents troubles ou maladies liés à la santé mentale pour aider à éliminer la stigmatisation. et discriminations ;
- Rendre obligatoire une formation élargie en matière de santé mentale et de bien-être pour tous les travailleurs de l'éducation et les travailleurs du secteur public qui interagissent avec les membres du public, y compris, mais sans s'y limiter, les employés provinciaux et le personnel et les employés municipaux.

Appel à l'action 2: Soutien à la santé mentale des étudiants et des campus

Les jeunes et les étudiants de toute la province se trouvent à un point de crise. Alors que l'impact de la COVID-19 continue de se manifester et que nous en apprenons davantage sur le lourd isolement et les effets que cela a eu sur les jeunes et les étudiants à travers le pays, ainsi que sur les niveaux accrus d'anxiété, de dépression et de vision sombre du monde. À l'avenir, le gouvernement de l'Ontario doit continuer d'agir pour veiller à ce que la santé mentale des élèves soit prise en charge.

En 2024, j'exhorte le gouvernement de l'Ontario et les ministères et commissions concernés à agir pour la santé mentale des étudiants et des jeunes. Une action urgente est nécessaire en partenariat avec les conseils scolaires, les établissements postsecondaires et différentes organisations pour travailler ensemble afin de fournir des services et un accès aux services aux étudiants. Ceci comprend:

- Mettre à jour les normes en matière de santé mentale des jeunes dans les écoles et les établissements postsecondaires avec la participation des jeunes et des étudiants ;
- Travailler avec les établissements postsecondaires de la province pour fournir un soutien accru en matière de santé mentale sur les campus aux centres de bien-être des étudiants et à d'autres programmes liés à la santé mentale sur les campus ;
- Exiger que le ministère des Collèges et Universités et le ministère de l'Éducation, en partenariat avec Santé Ontario, gardent une trace des données liées à la santé mentale et au bien-être des étudiants, y compris, mais sans s'y limiter, les suicides d'étudiants sur les campus ; évolution des services offerts sur les campus, et plus encore ;
- Établir, en partenariat avec les établissements postsecondaires, un système de soutien entre pairs, s'il n'est pas déjà offert dans les établissements postsecondaires, permettant aux étudiants d'accéder et de discuter entre eux ;
- Travailler à étendre le soutien scolaire aux écoles primaires et secondaires, comme les travailleurs sociaux, les centres d'information sur les ressources en santé mentale, etc.

Appel à l'action 3: Investissements dans les soins communautaires

Les soutiens communautaires sont essentiels pour fournir des soins et un soutien à des millions de personnes partout au pays et en Ontario. Ces soutiens proches, locaux et faciles d'accès permettent de prodiguer des soins plus rapides et plus personnalisés aux personnes qui recherchent de l'aide, de la réadaptation ou des informations générales sur la santé mentale et des conseils de sécurité.

En 2024, j'exhorte le gouvernement de l'Ontario et les ministères et commissions concernés à accroître leur soutien aux services et soutiens communautaires en matière de santé mentale. Cela comprend non seulement un soutien financier accru et un financement destiné au soutien communautaire en matière de santé mentale et aux soins communautaires, mais comprend également :

- Travailler avec les organismes et fournisseurs de services de santé mentale locaux, provinciaux et nationaux pour augmenter le nombre et l'accessibilité des groupes de soutien par les pairs gérés par la communauté, des groupes d'accueil et d'autres systèmes de soutien de groupe ;
- Fournir un soutien aux agences communautaires de santé mentale et aux équipes d'intervention en cas de crise qu'elles peuvent opérer dans leur ville ou comté ;

- Investir et soutenir les services mobiles de crise et les équipes d'intervention non policières ou peu policières dans les communautés et les villes de la province ;
- Rétablir le Groupe de travail d'urgence sur les opioïdes et travailler à étendre la distribution de naloxone (Narcan);
- Investir dans les personnes qui dispensent des soins, comme les psychiatres, les travailleurs sociaux, les infirmières et les gestionnaires de cas, et veiller à ce que l'Ontario soit en mesure de pourvoir suffisamment de ces postes pour fournir des soins.

Appel à l'action 4: Soutien accru aux communautés rurales et du Nord

Les habitants des communautés rurales et nordiques ont moins accès au soutien dont ils ont besoin en matière de santé mentale et de toxicomanie. Le gouvernement a depuis longtemps constaté une lacune dans les soins, année après année, alors que des milliers de personnes continuent de se retrouver sans services accessibles pour leur santé.

En 2024, j'appelle de toute urgence le gouvernement de l'Ontario et les ministères et commissions concernés à accroître les investissements, l'accessibilité aux ressources et les soins communautaires dans les communautés rurales et du Nord de l'Ontario.

Le gouvernement de l'Ontario devrait s'efforcer, en plus de son soutien continu :

- Mettre en œuvre des centres de bien-être pour les jeunes élargis dans les communautés rurales et du Nord ;
- Travailler avec les organismes de santé communautaire et de santé mentale des régions rurales et du Nord pour offrir des programmes de santé mentale adaptés aux besoins du district et de la communauté dans lesquels ils sont situés ;
- Augmenter les soins de soutien pour les communautés marginalisées telles que les membres de la communauté LGBTQ, les minorités visibles et les nouveaux arrivants qui vivent dans une communauté rurale ou nordique ;
- Élargir les services de santé mentale numériques et en ligne pour les communautés du Nord où l'accès aux services en personne est extrêmement difficile d'accès - où un trajet de 45 minutes en voiture ou un vol de 15 minutes ou plus est nécessaire - ou là où un professionnel de la santé mentale n'est pas disponible capable de rester pour prodiguer des soins;
- Fournir et accroître le soutien grâce à des investissements aux communautés et aux peuples autochtones du Nord pour pouvoir mettre en place et augmenter les soins requis dans leurs communautés - avec des travailleurs de soutien supplémentaires fournis par la province sur demande.

Appel à l'action 5 : Couverture universelle des soins de santé mentale

L'accès général aux ressources en santé mentale est devenu de plus en plus difficile en raison du manque de professionnels de la santé mentale, mais aussi en raison des coûts économiques de plus en plus élevés pour accéder à l'aide. À mesure que le coût de tout augmente dans nos communautés, les coûts d'accès aux services de santé mentale augmentent également, et de nombreuses familles doivent choisir entre acheter de la nourriture ou accéder aux soins requis pour leur santé mentale et leur bien-être ou pour

ceux d'un proche.

En 2024, j'appelle le gouvernement de l'Ontario et les ministères et commissions concernés à agir et à intégrer les soins de santé mentale au système de santé universel offert dans le cadre du Régime d'assurance-maladie de l'Ontario (OHIP). Une action réelle est nécessaire maintenant alors que les gens continuent de faire face aux défis économiques liés à l'accès aux services.

Un système de couverture universelle des soins de santé mentale en Ontario dans le cadre de l'OHIP devrait :

- Proposer et assurer jusqu'à 15 séances couvertes de psychothérapie d'une heure par an ;
- Offrir et fournir une couverture pour un soutien urgent en matière de santé mentale et/ou de toxicomanie - comme la réadaptation, les traitements des troubles de l'alimentation, la toxicomanie et le traitement de la toxicomanie - à partir de centres médicaux ou d'hôpitaux pour un maximum de 3 visites par an si ce n'est pas déjà couvert par l'individu ;
- Établir des principes et des normes de soins pour les services liés à la santé mentale offerts dans le cadre de l'OHIP ;
- Travailler à fournir des données sur la performance, comme la réduction des temps d'attente pour les services et les soins.

En plus de mettre en œuvre un système provincial dans le cadre du RAMO, le gouvernement de l'Ontario et les ministères et commissions concernés devraient prendre les devants et travailler à l'établissement d'une nouvelle norme nationale et faire pression en faveur d'un système national de soins de santé mentale en vertu de la Loi canadienne sur la santé et toute nouvelle législation qui pourrait être proposée pour garantir une couverture universelle des soins de santé mentale.

NOTES DE RÉFÉRENCE

- [1] Agence de la santé publique du Canada – Gouvernement du Canada. (2022, 2 septembre). Suicide au Canada : statistiques clés (infographie). Canada.ca. Extrait de <https://www.canada.ca/en/public-health/services/suicide-prevention/suicide-canada.html>
- [2] Agence de la santé publique du Canada – Gouvernement du Canada. (2022, 2 septembre). Le suicide au Canada. Canada.ca. Extrait de <https://www.canada.ca/en/public-health/services/suicide-prevention/suicide-canada.html>
- [3] Un adolescent sur cinq au Canada envisage sérieusement le suicide. Jeunesse, J'écoute. (2021, 15 décembre). Extrait de <https://kidshelpphone.ca/publications/one-in-five-teens-in-canada-seriously-considers-suicide>
- [4] Liu L, Pollock NJ, Contreras G, Tonmyr L, Thompson W. Prévalence des tendances suicidaires. idéation chez les adultes au Canada : Résultats de la deuxième Enquête sur la COVID-19 et la santé mentale. *Rapport sur la santé* 2022;33(5):13-21.
- [5] Statistique Canada – Gouvernement du Canada. (27 novembre 2023). Principales causes de décès, population totale, par groupe d'âge. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1310039401>
- [6] Centre de prévention du suicide. (2022, 14 septembre). Suicide d'adolescents. Centre de prévention du suicide. https://www.suicideinfo.ca/local_resource/updated-expanded-teen-suicide/
- [7] Zapata, K. (10 mars 2023). Les tentatives de suicide chez les jeunes et les idées ont augmenté à l'échelle mondiale pendant la pandémie, selon une nouvelle étude de Calgary. Nouvelles de CBC. Extrait de <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/youth-suicide-attempts-ideation-increase-1.6774286>.
- [8] Kumar, MB et Tjepkema, M. (28 juin 2019). Suicide chez les membres des Premières Nations, les Métis et les Inuits (2011-2016) : Résultats de la cohorte santé et environnement du Recensement canadien de 2011 (CanCHEC). Canada.ca. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/99-011-x/99-011-x2019001-fra.htm>
- [9] Une trousse d'outils de prévention du suicide sur le lieu de travail et la prévention du suicide. Centre de prévention du suicide. (2017, mai). <https://www.suicideinfo.ca/wp-content/uploads/2017/05/Workplace-Toolkit.pdf>
- [10] Consommation et dépendance à des substances. ACSM Ontario. (2022). Extrait de <https://ontario.cmha.ca/addiction-and-substance-use-and-addiction/>
- [11] Santé Canada – Gouvernement du Canada. (2022, 14 décembre). Actions fédérales sur les opioïdes à ce jour. Canada.ca. Extrait de <https://www.canada.ca/en/health-canada/services/opioids/federal-actions/overview.html>
- [12] Dufour, A. et Migneault, J. (2023, 10 mai). Cet homme a perdu un membre de sa famille à cause de la dépendance. voici pourquoi les taux de mortalité liés aux opioïdes dans le nord de l'Ontario restent une crise. Nouvelles de CBC. <https://www.cbc.ca/news/canada/sudbury/opioid-overdose-rates-northern-ontario-1.6837321>
- [13] Consommation et dépendance à des substances. ACSM Ontario. (2023). <https://ontario.cmha.ca/addiction-and-substance-use-and-addiction/#:~:text=In%20Canada%2C%20it%20is%20estimated,criteria%20for%20addiction%20at%2018%25>

- [14] Maladie mentale et toxicomanie : faits et statistiques. CAMH. (2023). <https://www.camh.ca/en/driving-change/the-crisis-is-real/mental-health-statistics>
- [15] La santé mentale sur les campus au Canada - Rapport. CASUSS. (2022, 28 juin). Récupéré de <https://www.cacuss.ca/news/news-article.html?id=90>
- [16] MacDonald, M. (20 septembre 2022). Les problèmes d'anxiété ont augmenté de près d'un tiers chez les étudiants du postsecondaire depuis 2018. Affaires universitaires. Extrait de <https://www.universityaffairs.ca/news/news-article/anxiety-problems-are-up-by-nearly-a-third-among-postsecondary-students-since-2018/>
- [17] Santé mentale. Les universités de l'Ontario. (2022, 29 juillet). Extrait de <https://ontariosuniversities.ca/issues-priorities/student-supports>
- [18] Alghoul, F. (26 septembre 2022). La plupart des étudiants canadiens de niveau postsecondaire sont aux prises avec des problèmes de santé mentale deux ans après le début de la covid-19. thestar.com. Extrait de <https://www.thestar.com/news/gta/2022/09/26/most-canadian-post-secondary-students-are-grappling-with-mental-health-challenges-two-years-after-the-start-of-covid-19.html>
- [19] Law, S. (27 octobre 2023). Cet étudiant international a payé un prix inattendu pour étudier au Canada : sa santé mentale | Nouvelles de CBC. Nouvelles de CBC. <https://www.cbc.ca/news/canada/thunder-bay/international-student-mental-health-thunder-bay-1.7007354>
- [20] Santé mentale des enfants et des adolescents : signes et symptômes. ACSM Ontario. (2022). Extrait de <https://ontario.cmha.ca/documents/child-and-youth-mental-health-signs-and-symptoms/>
- [21] Santé mentale et bien-être des étudiants trois ans après le début de la pandémie de COVID-19. Des gens pour l'éducation. (2023). <https://peopleforeducation.ca/wp-content/uploads/2023/02/People-For-Education-AOSS-2022-2023-Mental-Health.pdf>
- [22] Maladie mentale et dépendance : faits et statistiques. CAMH. (2022). Extrait de <https://www.camh.ca/en/driving-change/the-crisis-is-real/mental-health-statistics>
- [23] Qu'est-ce qu'un trouble de l'alimentation ? NEDC. (2022, 22 juillet). Extrait de <https://nedc.com.au/eating-disorders/eating-disorders-explained/the-facts/whats-an-eating-disorder/>
- [24] Arcelus, J., Mitchell, A.J., Wales, J. et Nielsen, S. (2011). Taux de mortalité chez les patients souffrant d'anorexie mentale et d'autres troubles de l'alimentation : une méta-analyse de 36 études. Archives de Psychiatrie Générale, 68, 724-731.
- [25] Troubles de l'alimentation. ACSM Colombie-Britannique. (2022). Extrait de <https://cmha.bc.ca/documents/eating-disorders-3/#who>
- [26] Statistiques sur les troubles de l'alimentation : obtenez les faits ici. Centre de découverte. (17 février 2021). Récupéré de <https://centerfordiscovery.com/blog/get-the-facts-eating-disorder-statistics/>
- [27] Les hospitalisations pour troubles de l'alimentation chez les jeunes femmes ont bondi de plus de 50 % pendant la pandémie de COVID-19. ICIS. (2022, 5 mai). Extrait de <https://www.cihi.ca/en/news/hospitalizations-for-eating-disorders-among-young-women-jumped-by-more-than-50-during-the>
- [28] McCullough, K. (2021, 16 mars). L'hôpital pour enfants McMaster signale une augmentation « sans précédent » des troubles de l'alimentation. thespec.com. Extrait de <https://www.thespec.com/news/hamilton-region/2021/03/16/mcmaster-childrens-hospital-reports-unprecedented-spike-in-eating-disorders.html>

- [29] Strickland, K. (2022, 28 september). Quelles sont les dernières recherches sur les troubles de l'alimentation ? Troubles de l'alimentation de Walden.
<https://www.waldeneatingdisorders.com/blog/latest-eating-disorder-research/>
- [30] Woolf, M. et Hager, M. (24 mars 2023). Les crimes haineux déclarés par la police ont augmenté d'un record de 27 % entre 2020 et 2021 : Statscan. Le Globe and Mail.
<https://www.theglobeandmail.com/politics/article-record-jump-in-lgbtq-religious-hate-crimes-cases-reported-to-police/>
- [31] Roberts AL, Austin SB, Corliss HL, Vendermorris AK, Koenen KC. Exposition généralisée à un traumatisme chez les adultes issus de minorités d'orientation sexuelle aux États-Unis et risque de trouble de stress post-traumatique. Journal américain de santé publique. 2010 ; 100(12):2433-2441.
- [32] Roi SD. Hommes homosexuels d'âge moyen et plus âgés et leur utilisation des services de santé physique et mentale : exploration des effets des facteurs favorables à la santé, des besoins en matière de santé, du stress psychosocial et de l'adaptation individuelle en matière de santé. Université d'État de l'Ohio ; 2010.
- [33] Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et queer identifiées et santé mentale. ACSM Ontario. (2023a). <https://ontario.cmha.ca/documents/lesbian-gay-bisexual-trans-queer-identified-people-and-mental-health/>
- [34] Diamant AL, Wold C. Orientation sexuelle et variation de l'état de santé physique et mentale chez les femmes. Journal de la santé des femmes. 2003 ; 12(1):41-49.
- [35] Cochran SD, Mays VM. Plaintes de santé physique chez les lesbiennes, les hommes gays et les personnes hétérosexuelles bisexuelles et homosexuelles : résultats de l'enquête californienne sur la qualité de vie. Journal américain de santé publique. 2007 ; 91(11):2048-2055.
- [36] McCabe S, Bostwick WB, Hughes TL, West BT et Boyd CJ. La relation entre la discrimination et les troubles liés à la consommation de substances chez les adultes lesbiennes, gays et bisexuels dans l'American Journal of Public Health des États-Unis. 2010 ; 100(10):1946-1952.
- [37] Tjepkema M. Utilisation des soins de santé chez les Canadiens gays, lesbiennes et bisexuels. Statistique Canada. Canada : Statistique Canada; 2008.
- [38] Maladie mentale et toxicomanie : faits et statistiques. CAMH. (2022). Extrait de <https://www.camh.ca/en/driving-change/the-crisis-is-real/mental-health-statistics>
- [39] Santé mentale et bien-être des étudiants trois ans après le début de la pandémie de COVID-19. Des gens pour l'éducation. (2023). <https://peopleforeducation.ca/wp-content/uploads/2023/02/People-For-Education-AOSS-2022-2023-Mental-Health.pdf>
- [40] Butler, C. (5 décembre 2022). La demande de services de santé mentale a augmenté, poussant certains prestataires à leurs limites | Nouvelles de CBC. Nouvelles de CBC.
<https://www.cbc.ca/news/canada/london/mental-health-wait-times-1.6672157>
- [41] Guichet Emplois - Emploi et Développement social - Gouvernement du Canada. (21 novembre 2023). Psychologue au Canada. Guichet Emplois - Emploi et Développement social - Gouvernement du Canada. <https://www.jobbank.gc.ca/marketreport/outlook-occupation/2218/ca>
- [42] Combien coûte une thérapie au Canada. Thérapie Cedarway. (2023, 3 octobre). <https://cedarwaytherapy.com/2023/05/13/how-much-does-therapy-cost-in-canada/>
- [43] Ferreira, J. (23 décembre 2022). Certains Canadiens attendent des mois pour obtenir des services de santé mentale publics et privés. CTVNouvelles. <https://www.ctvnews.ca/health/some-canadians-waiting-months-for-public-and-private-mental-health-services-1.6204350>

- [44] Lee, H. (8 décembre 2022). Plus de la moitié des jeunes Canadiens trouvent les services de santé mentale « difficiles d'accès » : rapport - national. Actualités mondiales. Extrait de <https://globalnews.ca/news/9332967/canadian-youth-mental-health-access-report/>
- [45] Les temps d'attente pour les services de santé mentale pour les jeunes en Ontario ont atteint un niveau sans précédent. ACSM Ontario. (27 janvier 2020). <https://ontario.cmha.ca/news/wait-times-for-youth-mental-health-services-in-ontario-at-all-time-high>
- [46] Santé Canada – Gouvernement du Canada. (2023, 15 décembre). Actions fédérales face à la crise des surdoses. Canada.ca. <https://www.canada.ca/en/health-canada/services/opioids/federal-actions/overview.html#a2>
- [47] Santé Canada – Gouvernement du Canada. (2023, 20 décembre). Ce que fait le gouvernement du Canada pour aider à prévenir le suicide. Canada.ca. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/prevention-du-suicide/gouvernement-canada-aider-a-prevenir-le-suicide.html>
- [48] Santé Canada - Gouvernement du Canada. (17 mars 2023). Le gouvernement du Canada investit 1,28 million de dollars pour soutenir les jeunes souffrant de troubles de l'alimentation. Canada.ca. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/nouvelles/2023/03/gouvernement-du-canada-investit-128-millions-pour-soutenir-les-jeunes-experiences-troubles-de-l'alimentation.html>
- [49] Ministère de Finances - Gouvernement du Canada. (21 novembre 2023). Énoncé économique de l'automne 2023. budget.canada.ca. <https://www.budget.canada.ca/fes-eea/2023/report-rapport/overview-aperçu-en.html>
- [50] Ministère des Finances – Gouvernement du Canada. (28 mars 2023). Budget 2023. budget.canada.ca. <https://budget.canada.ca/2023/report-rapport/toc-tdm-en.html>
- [51] Instituts de recherche en santé du Canada – Gouvernement du Canada. (28 février 2023). Le gouvernement du Canada investit près de 5 millions de dollars dans les normes nationales en matière de santé mentale et de consommation de substances chez les enfants,... Canada.ca. <https://www.canada.ca/fr/instituts-de-recherche-en-sante/nouvelles/2023/02/le-gouvernement-du-canada-investit-presque-5-millions-dans-la-sante-mentale-et-la-consommation-de-substances-au-national-normes-pour-les-enfants-jeunes-et-jeunes-adultes.html>
- [52] Santé Canada - Gouvernement du Canada. (30 octobre 2023). Santé Canada annonce plus de 21 millions de dollars pour soutenir les organisations communautaires qui aident à lutter contre les méfaits liés à la consommation de substances. Canada.ca. <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2023/10/sante-canada-annonce-plus-de-21-millions-pour-soutenir-les-organisations-communautaires-qui-sont-aider-a-regler-les-mefaits-lies-a-la-consommation-de-substances.html>
- [53] Santé Canada - Gouvernement du Canada. (2023, 11 septembre). Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 1,8 million de dollars pour aider à lutter contre les méfaits liés à la consommation de substances à Hamilton, en Ontario. Canada.ca. <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2023/09/le-gouvernement-du-canada-annonce-plus-de-18-millions-d'investissement-pour-aider-a-adresser-les-prejudices-lies-a-la-consommation-de-substances-a-hamilton-ontario.html>
- [54] Santé Canada - Gouvernement du Canada. (2023, 21 juillet). Le gouvernement du Canada annonce 2,5 millions de dollars pour des projets visant à améliorer les soutiens en matière de santé mentale pour les peuples autochtones. Canada.ca. <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2023/07/le-gouvernement-du-canada-annonce-25-millions-pour-des-projets-visant-ameliorer-le-soutien-en-sante-mentale-pour-autochtones-peuples.html>

[55] Santé Canada – Gouvernement du Canada. (2023, 1er mai). Le gouvernement du Canada investit 2,8 millions de dollars pour soutenir la santé mentale des personnes 2SLGBTQI+. Canada.ca.

<https://www.canada.ca/fr/sante-publique/nouvelles/2023/05/le-gouvernement-du-canada-investit-28-millions-pour-soutenir-la-sante-mentale-2slgbtqi.html>

[56] Ministère de l'Éducation - Gouvernement de l'Ontario. (2023, 28 juillet). Note de politique/programmes 169 : L'éducation en Ontario : orientation des politiques et des programmes.

ontario.ca. <https://www.ontario.ca/document/education-ontario-policy-and-program-direction/policy-program-memorandum-169>

[57] Gouvernement de l'Ontario. (2023, 10 octobre). L'Ontario étend ses services de santé mentale dans l'Ouest. Salle de presse de l'Ontario. <https://news.ontario.ca/en/release/1003625/ontario-expanding-mental-health-services-in-the-west>

[58] Ministère des Finances - Gouvernement de l'Ontario. (23 mars 2023). Points saillants du budget 2023 : Bâtir un Ontario fort. Budget de l'Ontario 2023 | Points forts.

<https://budget.ontario.ca/2023/highlights.html>

[59] Gouvernement de l'Ontario. (2023, 10 novembre). L'Ontario facilite l'accès des jeunes de Windsor-Essex aux services de santé mentale. Salle de presse de l'Ontario.

<https://news.ontario.ca/en/release/1003810/ontario-making-it-easier-for-youth-in-windsor-essex-to-connect-to-mental-health-services>

[60] Gouvernement de l'Ontario. (2 février 2023). Votre santé : un plan pour des soins connectés et pratiques. ontario.ca. <https://www.ontario.ca/page/your-health-plan-connected-and-convenient-care>

[61] Gouvernement de l'Ontario. (25 janvier 2023). L'Ontario étend les services de santé mentale pour les enfants et les jeunes dans tous les coins de la province. Salle de presse de l'Ontario.

<https://news.ontario.ca/fr/release/1002662/ontario-expanding-mental-health-services-for-children-and-youth-in-every-corner-of-the-province>



Appels à l'action 2024 en matière de santé mentale
Copyright © 2023 Joshua Bell. Tous droits réservés.

